

Le "Et-de-droite-et-de-gauche" cher à Emmanuel Macron pourra-t-il survivre à la conclusion du Grand Débat ?



Emmanuel Macron pourrait trouver un intérêt à la réhabilitation du clivage entre la droite et la gauche en se positionnant. Affirmer une politique sociale ou, au contraire, assumer un tournant conservateur pourrait porter ses fruits.

Avec Maxime Tandonnet

Avec Bruno Cautrès

Atlantico : En 2017, le discours pragmatique du « Prenons le meilleur de la droite comme le meilleur de la gauche » a réussi à convaincre les Français qui étaient excédés des fausses promesses que la droite ou la gauche leur faisaient, puisqu'à l'arrivée, les politiques mises en œuvre étaient perçues comme étant plus ou moins les mêmes. D'autant qu'avant 2017, les Français en étaient arrivés à la conclusion que le clivage gauche droite était artificiel et fait de mots seulement et qu'on pouvait tout aussi bien en faire l'économie. L'expérience macroniste est-elle en train de leur faire redécouvrir que le clivage gauche droite a un sens après avoir testé le « ni droite ni gauche » ou le « et droite et gauche » ? Les deux premières années d'exercice du pouvoir d'Emmanuel Macron ne leur ont-ils pas surtout fait découvrir que le « En même temps » masquait en fait essentiellement une prétention à la raison et à la supériorité d'experts et de technocrates débarrassés de politiques voulant repeindre leurs politiques à leurs couleurs ?

Maxime Tandonnet : On a du mal à imaginer le président Macron, qui a bâti toute son identité sur le "ni droite ni gauche", réhabiliter ce clivage en se proclamant de droite ou de gauche et ainsi se déjuger. En revanche, il pourrait avoir un intérêt politique, sans pour autant le reconnaître clairement, à faire le choix de s'appuyer sur la droite ou la gauche et à basculer clairement dans un camp. Il pourrait être amené à récupérer une clientèle de sensibilité de gauche par une politique fiscale ouvertement défavorable aux "riches" ou bien par une politique assumée d'accueil des migrants. Ou alors au contraire, prenant acte du glissement conservateur de la France, accepter l'idée d'un basculement pur et simple à droite en rompant ses amarres à gauche par des choix de fermeté sur la sécurité ou l'immigration, même symboliques, une forte réduction des impôts et prélèvements obligatoires. Le plus probable est qu'il tentera de tenir trois ans encore dans un entre-deux, donnant des signaux tantôt à gauche, tantôt à droite, et s'appuyant sur le macronisme d'origine qui est un mélange de libéralisme économique et social.

Bruno Cautrès : C'est effectivement l'une des dimensions les plus délicates de la sortie du Débat national. Emmanuel Macron est confronté à un défi, à une équation qui est tout sauf simple : il s'agit essentiellement pour lui de trouver la voie (étroite) de l'équilibre entre une prise en compte forte et réelle des principales demandes des Français et son propre programme présidentiel. Celui-ci ainsi

que l'ensemble de sa démarche politique repose sur la volonté de dépasser le clivage gauche-droite. Mon sentiment est que l'on retrouvera fortement dans les annonces du Président de la République l'équilibre « et de gauche, et de droite ». Du côté « droite » on voit bien que l'on met le cap sur la réduction des impôts et de dépenses publiques ; du côté « gauche » il y aura des mesures de justice fiscale en direction des ménages ou des jeunes travailleurs qui rentrent dans l'impôt sur les revenus de manière trop forte pour quelques centaines d'euros de revenus en plus. D'autres mesures voudront incarner cette équilibre. On peut dire paradoxalement que cet équilibre reconnaît en creux l'existence du clivage gauche-droite... Plus fondamentalement, il en va pour Emmanuel Macron d'un point capital : reprendre la main après le Grand débat national en montrant qu'au-delà de l'explosion de colère populaire des mois de décembre-janvier (au plus fort de la crise), la crise lui a donné raison sur l'impatience des Français à ce que « ça bouge » dans le pays. Le risque de cette stratégie, si les mesures ne se traduisent pas très vite dans la réalité des Français, est d'apparaître comme incapable d'écouter et entendre vraiment les Français. Il y a aussi la question de la temporalité : on va sans doute annoncer des mesures à effets rapides mais les changements les plus profonds (une baisse importante des dépenses publiques) seront inscrits dans une perspectives de plus long terme.

Quels ont été les facteurs qui ont pu favoriser cet effacement du clivage droite gauche à la veille du scrutin de 2017 ? Quels sont les moteurs qui ont pu favoriser cette lassitude des Français ?

Maxime Tandonnet : Ce phénomène est dû au constat que la droite comme la gauche, depuis des décennies, ne sont pas parvenues à régler les grands problèmes des Français, le chômage, l'insécurité, la maîtrise de l'immigration, la crise de l'école, les attentes en matière de pouvoir d'achat... Les grands scandales politico-financiers, touchant la gauche comme la droite ont accru leur exaspération. En outre, les Français se sont lassés d'une vie politique dominée par la violence, la haine, les insultes et les invectives. L'image de deux camps se livrant un combat mortel pour l'accession au pouvoir à coups de polémiques a fini par les lasser. Ils se sont dits que le devoir des politiques était de dépasser ces clivages pour tenter de régler leurs difficultés. Ils ont donc voulu, en 2017, aller chercher ailleurs. Ce fut la victoire du discours sur le "nouveau monde". Mais aujourd'hui, ils déchantent et se sentent une nouvelle fois floués...

Bruno Cautrès : Tout cela vient de loin et personne n'en est responsable en propre. Tout d'abord, il faut rappeler que le clivage gauche-droite n'a pas disparu ! Ce clivage est fondé sur un conflit d'interprétation majeur à propos de la redistribution de la richesse dans les économies capitalistes. Ces questions sont-elles disparues par enchantement le 6 mai 2017 ? Ce qui s'est affaibli en revanche, c'est le système partisan fondé sur cette seule dimension, en gros le système partisan qui voyait se succéder les alternances gauche/droite de manière un peu mécanique.

Les causes en sont profondes. Ce ne sont pas les causes politiques de court terme (du type « la droite n'a pas fait des politiques de droite », « la gauche n'a pas été la gauche ») qui sont ici importantes ; plus exactement, ces causes de court terme sont une donnée qui provient de causes très, très profondes. Nos économies, nos systèmes politiques vivent depuis 30 ou 40 ans une mutation profonde, une adaptation lente et douloureuse au monde de l'économie libérale ouverte et globale. Cette interdépendance généralisée va encore faire sentir ses effets pendant des décennies ; nous sommes les contemporains d'un très grand choc historique qui fera date dans les manuels d'histoire des siècles prochains. L'élection d'Emmanuel Macron c'est aussi le produit de cela, avec toutes les contradictions de cette situation historique : l'apport des voix de l'électorat de centre gauche est décisif dans son élection, le soutien bienveillant dont il dispose dans une partie du centre-droit depuis son élection est non moins décisif pour lui aujourd'hui. Mais s'il déçoit trop l'un en allant trop vers l'autre, le retour de bâton aura lieu...

Aujourd'hui Macron a-t-il encore le choix ? Pendant sa campagne et pendant le début de son quinquennat, il a essentiellement fait du marketing, du repackaging du cercle de la raison qu'il avait réussi à rendre sexy et révolutionnaire. Peut-il désormais faire autre chose que de la Politique, de la vraie, pour renouer avec les Français ? Le flou de la restitution du Grand Débat montre que nous sommes dans une crise du sens, chacun a ses revendications dans son coin et aucune vision globale ne surnage ou ne parvient à s'imposer. Finalement le seul terrain sur lequel la pâte macroniste du ni droite ni gauche a levé n'est-il pas celui des questions d'identité et de laïcité où on a pu voir la convergence entre des Nathalie Loiseau venue de la droite et des Belloubet venue de la gauche par exemple, un libéralisme culturel en quelque sorte ?

Maxime Tandonnet : Oui, le parti présidentiel en est arrivé à incarner une bourgeoisie citadine et aisée bénéficiaire de la mondialisation, par contraste avec la France périphérique, populaire, du monde rural et des banlieues. Quelques mesures ont pris une portée symbolique, comme la hausse de la CSG des retraités qui a donné une coloration injuste au quinquennat. Ce genre de marqueur est de l'ordre de la psychologie des foules. Même en présence de contre-mesures qui en atténuent les effets, le mal est accompli. Il est ineffaçable en quelques années. Cette image d'une équipe éthérée, loin des réalités, insensible aux inquiétudes et aux souffrances populaires est indélébile en tout cas pour les trois ans à venir. Les Français ont-ils pour autant la nostalgie du clivage droite/gauche et de l'opposition frontale entre une droite et une gauche ? Et souhaitent-ils y revenir. Je n'en suis pas sûr non plus. Ils n'en gardent pas un bon souvenir. S'ils rejettent aujourd'hui l'imposture du nouveau monde, ils n'ont aucune envie de revenir à l'ancien, au climat de guerre civile froide entre droite et gauche qui n'a jamais permis de résoudre en profondeur et durablement leurs malheurs à commencer par le chômage.

Bruno Cautrès : Vous touchez là un point sensible et très intéressant ! Effectivement le corollaire du « et de gauche, et de droite » c'est souvent le gouvernement des experts ou des « technos ». La situation n'est pas aussi caricaturale pour l'actuel pouvoir mais c'est vrai que le renouvellement provoqué par la séquence électorale 2017 a fait émerger de nouveaux venus, souvent issus de la vie économique. C'est aussi vrai pour les nouveaux députés. La crise que nous venons de traverser a effectivement rappelé à tout le monde que la politique de terrain, la vision politique nourrie d'une connaissance des « vieux clivages », ce n'était pas totalement inutile... La crise a bien parlé des injustices sociales et fiscales, des inégalités, des impôts, et surtout du sentiment de ne pouvoir vivre en paix et dignement de son travail. Des thématiques vieilles comme le capitalisme et comme le clivage gauche-droite.... Vous savez, le clivage gauche-droite sur l'économie comme sur les valeurs existe même au sein de... La République en Marche... Il se combine, s'entrelace avec le clivage « progressistes/conservateurs » en fait. C'est ce que nous avons montré avec mes collègues dans [la grande enquête](#) que nous avons conduite sur LaRem et ses adhérents.

Cela étant, ni la gauche ni la droite n'ayant encore été capables de redonner du sens à ce clivage, qui, dans sa forme, a perdu de sa pertinence aux yeux des Français, le match est loin d'être joué. Le clivage progressisme/nationalisme ne prend pas et ne convainc que sur le cœur des électeurs LREM et RN (cf les mauvaises ventes du livre Emélien Amiel). Mais la galaxie PS/Verts ne parvient tellement pas à recréer du sens qu'elle est atomisée tant ce qui sépare ses chapelles prend le pas sur ce qui les rassemble et qu'ils ne savent pas définir. Chez LR, Bellamy marque des points sur sa sincérité et sa manière différente, moins cynique, plus concentrée sur les valeurs de faire de la politique. Mais pour l'instant, les bénéfices de sa candidature restent concentrés sur la forme, pas sur le fond. Quelle carte peut jouer Emmanuel Macron face à tout ça ? Quelle réponse peut-il apporter à la crise du sens ? Le retour aux fondamentaux du En même temps peut-il produire de véritables effets et pas juste des victoires à l'habileté, arrachées par un borgne au royaume des aveugles ?

Maxime Tandonnet : Le clivage progressiste contre nationaliste relève de la propagande. On peut toujours opposer le bien au mal, la lumière aux ténèbres, la raison à l'obscurantisme, le progrès à la réaction. Cette vieille ficelle de la démagogie relève davantage de l'esprit totalitaire que de la démocratie. Face à la montée du chaos et face à la débâcle du pouvoir politique sur tous les sujets, économiques, régaliens, scolaires, sociaux, le duel titanesque entre le bien En Marche et le mal populiste ne sert qu'à noyer la déception et l'exaspération du pays dans le fantasmatique. Alors, le clivage droite/gauche peut-il retrouver sa portée structurante à l'avenir ? Il faudrait pouvoir organiser la politique française en deux blocs rivaux, l'un socialisant, l'autre conservateur, présentant chacun un corps de doctrine homogène sur les grands sujets de l'heure, le social, les impôts, l'immigration, l'autorité de l'Etat... Improbable aujourd'hui : le paysage idéologique et partisan est beaucoup trop fragmenté. Il me semble que le clivage de l'avenir, le seul valable, tient à la conception de la vie publique. Il opposera d'une part ceux qui vivent la politique comme un grand-guignol voué aux gesticulations, aux coups de communication, à l'esbroufe, aux postures, au spectacle vaniteux et narcissique, au culte de la personnalité, sans autre but que la conquête et la conservation du pouvoir, et d'autre part ceux qui voudront la réconcilier avec les notions de vérité, de bien commun, d'action authentique et de gouvernement pour l'intérêt général dans la modestie, la simplicité et le désintéressement personnel. Mais nous n'en sommes pas là !